

Vider Gaza : une obsession israélienne qui menace de se concrétiser

Le gouvernement de Benjamin Nétanyahou affame les Gazaouis pour les forcer à fuir. Seul obstacle à ce plan, « trouver des pays pour les accueillir », assume le premier ministre. Les Palestiniens, eux, se résignent à partir.

[Clothilde Mraffko](#)

22 juillet 2025 à 19h37

Jusqu'en mars, les Palestiniens de Gaza vivaient sur une ligne de crête, avec juste assez d'aide pour tenir, consommant sans plaisir une nourriture fade, sans vitamines. Beaucoup avaient perdu du poids. Ces derniers jours, les corps sont décharnés. Une étape a été franchie. La mise au pas de l'enclave s'accélère. Là où les bombes n'ont pas suffi à briser la détermination des Gazaouis, la faim achève le travail.

Pris au piège, nombreux sont ceux et celles désormais [à exprimer](#) leur souhait de partir. Le tabou palestinien d'abandonner sa terre, hérité des traumatismes de l'expulsion de masse de ses ancêtres pendant la Nakba, à la création d'Israël en 1948, ne tient plus face à l'ampleur de l'horreur. Il n'y a plus rien pour survivre dans l'enclave.

La stratégie du gouvernement israélien est assumée.

Alors que Gaza ploie sous la faim, Israël paie des conducteurs de bulldozer pour [détruire à la chaîne](#) les rares bâtiments de l'enclave que les bombardements, d'une violence inouïe, n'ont pas rasés en vingt et un mois. « *Le seul résultat évident sera que les Gazaouis choisiront d'émigrer, se vantait* le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, le 12 mai. *Notre principal problème est de trouver des pays pour les accueillir.* »



Un véhicule israélien revenant de Gaza, au niveau de la frontière, le 1er juillet 2025. © Photo Jack Guez / AFP

La semaine dernière, David Barnea, chef du Mossad, le service des renseignements extérieurs israéliens, s'est rendu à Washington. L'espion en chef est venu y chercher l'aide des États-Unis pour convaincre des pays tiers d'accepter de « *prendre des centaines de milliers de Palestiniens de Gaza* », [a révélé](#) le 18 juillet le média en ligne Axios.

Israël dit avoir déjà entamé les conversations avec trois pays : l'Éthiopie, l'Indonésie et la Libye, qui se seraient montrés réceptifs, poursuit l'article. David Barnea espérait que les États-Unis offriraient de quoi permettre à Israël de les convaincre. L'envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient, Steve Witkoff, « *ne s'est pas engagé* » sur la question, a affirmé l'une des deux sources à Axios. À ce stade, l'implication de Washington n'est pas à l'ordre du jour.

Déplacements forcés à l'intérieur de Gaza

Le gouvernement israélien évoque une « *délocalisation volontaire* » des Palestinien·nes. En réalité, il s'agit d'un transfert forcé – un crime de guerre, en droit international humanitaire, contre lequel mettaient même en garde [deux expertes](#) de l'Institut des études de sécurité nationale (INSS), un think tank proche de l'armée israélienne, en mai. Partir de Gaza est, pour l'instant, un aller sans retour, à de rares exceptions près.

D'abord, Israël organise des déplacements forcés à l'intérieur de Gaza. En créant la Fondation humanitaire de Gaza (GHF), Israël s'est non seulement arrogé le contrôle de l'aide humanitaire mais a surtout tenté de l'instrumentaliser pour vider à nouveau le nord de Gaza.

Quatre points de distribution – pour 2,1 millions de personnes – ont été construits : l'un dans le centre et les trois autres à l'extrême sud de l'enclave, dans la ville de Rafah, qui a été pratiquement rasée. Au départ, il était même prévu que l'aide ne soit octroyée aux Gazaoui·es qu'à condition qu'ils et elles restent dans des zones humanitaires.

À lire aussi

[« Riviera » de Gaza : aux origines du fantasme de Donald Trump](#)
14 février 2025

L'idée n'a finalement pas été appliquée, mais elle n'a pas pour autant été abandonnée. Le 7 juillet, le ministre de la défense, Israël Katz, proposait de créer une ville « *humanitaire* » à Rafah, non loin des points de distribution de la GHF pour y [« concentrer »](#) – c'est le terme qu'utilise le journal israélien *Haaretz* – 600 000 Palestinien·nes de Gaza, soit plus d'un quart de la population.

Le même jour, Benjamin Nétanyahou [remettait sur la table](#), à Washington, le projet d'expulser les Gazaoui·es, en reprenant l'idée « *brillante* », disait-il, du président Donald Trump d'une « *Riviera de Gaza* » vidée des Palestinien·nes.

« Tester l'opinion »

L'obsession israélienne de forcer les Gazaoui·es à l'exil a percé dès le début du génocide. Le 13 octobre 2023, moins d'une semaine après les massacres du Hamas et alors que l'armée israélienne intimait l'ordre aux habitant·es d'évacuer tout le nord de la bande de Gaza dans

une première opération de déplacement de masse, un ministère israélien publiait [un document de 10 pages](#) préconisant le transfert des Gazaoui·es dans le Sinaï.

Après qu'il a été révélé deux semaines plus tard par le journal israélo-palestinien *Local Call*, Benjamin Nétanyahou a parlé d'un rapport sans incidence politique.



De la fumée s'élève après que l'armée israélienne a attaqué la maison de la famille Tumus dans le quartier de Jabalia al-Baled, au nord de la bande de Gaza, le 27 juin 2025. © Photo Khalil Ramzi Alkahlut / Anadolu via AFP

En mars 2025, Israël a pourtant créé une « *autorité d'émigration* » pour superviser [le départ](#) des Palestinien·nes de Gaza. La bureaucratie est prête. En mai, un plan a fuité dans le *Times*, montrant le projet israélien de créer trois enclaves dans l'enclave pour y concentrer la population.

Sans forcément se réaliser, ces plans et projets « *indiquent la tendance générale* », écrit Gadi Algazi, historien et activiste basé à Tel-Aviv. Dans [un article](#) intitulé « Gaza. Affamer-expulser, expulser-affamer », repris par le site d'information Orient XXI, il juge qu'ils permettent aussi aux « *généraux et politiciens* » de « *tester l'opinion, [de] mesurer si des gens s'indignent pour protester, [de] voir jusqu'où on peut aller sans sanctions* ».

Réoccuper Gaza

Le 16 juillet, le bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) publiait [une carte de l'enclave](#) : 86,3 % du territoire est sous le coup d'un ordre d'évacuation ou dans une zone militaire israélienne. Seules deux régions, à Gaza City, vers la mer, et un mince rectangle côtier entre Deir al-Balah, dans le centre de l'enclave, et Khan Younès, dans le sud, semblent épargnées. Ce périmètre a encore été réduit avec le lancement d'une incursion militaire à Deir al-Balah mardi 21 juillet, une première.

À lire aussi

[« Sauvez-nous. Nous mourons » : la famine emporte Gaza](#)
22 juillet 2025

Dans les faits, Israël a déjà concentré les populations dans des zones de plus en plus étroites. Et ce, grâce au silence assourdissant de la communauté internationale.

Le lobby des colons imagine déjà la prochaine étape : réoccuper Gaza. Mardi 21 juillet, à la Knesset, le Parlement israélien, des représentants des partis sionistes religieux organisaient [une conférence](#) intitulée « Riviera de Gaza ». *« Nous avons le feu vert du président américain pour transformer Gaza en un territoire prospère, une station balnéaire avec des infrastructures économiques, a déclaré le ministre des finances, qui gère aussi les territoires occupés au sein de l'administration de l'armée, le suprémaciste juif Bezalel Smotrich. C'est ainsi que nous ferons la paix. Je crois qu'il y a là une formidable opportunité. »*

[Clothilde Mraffko](#)